

Concours : Concours complémentaireEpreuve : Droit pénal**CONSIGNES**

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Les violences sexuelles

La vague #MeToo qui a déferlé dans la société civile a remis sur le devant de la scène politique les violences sexuelles. Sujet sensible et complexe, la libération de la parole des victimes de violences sexuelles dans des univers clos et opaques a révélé l'étendue d'un véritable fléau de la société. Ce phénomène de libération de la parole s'est poursuivi avec la publication de nombreux livres tel que *Famille Grande* de Camille Karchner dans lequel elle évoque le viol de son frère, ou plus récemment la mise en cause du présentateur télévisuel Patrick Poivre d'Arvor par plusieurs femmes qui ont eu affaire à lui professionnellement. Les victimes de violences sexuelles dans le milieu sportif se sont aussi emparées du sujet, évoquant ce qu'elles ont subi durant leur carrière sportive. Les violences sexuelles touchent toutes les classes sociales et tous les milieux. Et les victimes de ces violences sont autant majeures que mineures.

Pour bien définir ce que l'on entend par les violences sexuelles, il faut rappeler que les violences sexuelles sont des violences qui atteignent la personne. Elles ne sont pas nécessairement physiques mais elles sont inévitablement une violence subie qui a la particularité d'avoir trait au sexe. La violence induit l'absence totale du consentement de la victime. Le consentement est un élément central : il doit être clair, évident, sans ambiguïté, obtenu sans contrainte. À défaut, il n'y a pas de consentement. Les violences sexuelles relèvent dans le code pénal des crimes et des délits. Seul l'outrage sexiste est qualifié de contravention. On attache donc à ces violences sexuelles une gravité qui se traduit notamment par la qualification des infractions qui relèvent des violences sexuelles.

On constate néanmoins que le droit pénal en matière de violences sexuelles a évolué au gré d'une évolution morale de la société et de la libéralisation de la parole des victimes de ces violences. La déclinaison des violences sexuelles en infractions pénales s'est étoffée, précisée, affinée au gré des lois. Il en va notamment du viol, violence sexuelle criminelle, qui ne

S'appliquait pas entre époux, une présomption de consentement étant induite par le lien matrimonial unissant l'auteur et la victime. Aujourd'hui le "viol conjugal" est poursuivi et réprimé sans que le mariage laisse présager un consentement quelconque. La loi du 21 février 2021 est venue modifier des articles qui relèvent des infractions en lien avec les violences sexuelles. Le législateur tente de poursuivre l'adaptation du code pénal à la réalité des violences sexuelles. Il n'y a plus aujourd'hui que le viol et les agressions sexuelles mais aussi d'autres infractions créées pour permettre à la justice d'agir et de sanctionner des comportements répréhensibles.

Ainsi le droit pénal relatif aux violences sexuelles tend à aller dans le sens d'une plus grande prise en considération des enjeux que recitent les violences sexuelles.

Cette prise en considération se traduit par deux axes qui sont une meilleure prise en compte de la diversité des violences sexuelles dans le code pénal (I) et une plus grande attention portée aux victimes des violences sexuelles (II).

I - La déclinaison des violences sexuelles dans le code pénal : vers une meilleure prise en compte des violences sexuelles différentes

Le législateur essaie de faire en sorte que la loi pénale englobe avec le plus d'exhaustivité possible toutes les formes de violences sexuelles afin qu'on puisse obtenir une réponse judiciaire dans tous les cas de figure soumis à l'autorité judiciaire. C'est la raison pour laquelle le législateur continue de créer de nouvelles infractions et de préciser celles déjà existantes qui relèvent des violences sexuelles (A) et de prendre en compte les violences sexuelles sans atteinte à l'intégrité physique des victimes (B).

A) Les violences sexuelles impliquant une atteinte physique : entre nouvelles infractions et précisions

Il ressort des évolutions législatives en matière d'infraction relevant des violences sexuelles, une volonté à être de plus en plus précis. Le conseil constitutionnel, en censurant des articles relatifs au viol incestueux par manque de précisions a contraint le législateur à revoir la rédaction de ces articles avec davantage de rigueur. C'est ce qui l'a conduit à reprendre à nouveau les articles relatifs au viol pour venir le préciser à travers la loi du 21 février 2021. Le législateur tente par cette loi de combler des lacunes et d'éviter ainsi que des victimes se retrouvent sans recours possible ou un recours amoindri faute d'une infraction pénale correspondant au préjudice subi.

Le viol est défini à l'article 222-23 du code pénal. Il nécessite une pénétration sexuelle. La jurisprudence s'est accordée sur le fait que la pénétration sexuelle pouvait être buccale ou anale et effectuée par l'intermédiaire d'objets. Mais cette seule notion de pénétration excluait certains actes sexuels qui n'étaient donc pas perçus comme un viol mais une agression sexuelle. La loi de 2011 est donc venue ajouter "ou tout acte bucco-génital" reconnaissant dès lors comme un viol des actes sexuels qui y échappaient. Il en va ainsi de la femme qui imposait une fellation à un homme. Ce dernier ne subit aucune pénétration. Il ne pouvait donc voir cette violence sexuelle reconnue comme un viol. Un homme qui imposait un cunnilingus à une femme aurait échappé également à l'incrimination de viol.

Cette précision de quelques mots a donc un impact important sur les personnes pouvant être engagées. Cette volonté de précision tend à prendre en compte de nombreuses pratiques sexuelles et à changer la nature de l'infraction. Ce qui pouvait être un délit devient un crime. La peine encourue n'est dès lors plus la même.

La loi va aller plus loin en créant de nouveaux articles qui vont venir préciser certaines déclinaisons du viol. Ainsi il est clairement défini le viol incestueux ainsi que les agressions sexuelles incestueuses à l'article 222-22-3 du code pénal. On parle désormais de viol et de viol incestueux. Le législateur ôte toute ambiguïté à cette notion lui offrant une codification claire, qu'il reporte dans les articles du code pénal y ayant trait. On peut s'étonner qu'il n'ait pas profité de cette loi pour définir plus précisément le délit d'atteinte sexuelle sur mineur figurant à l'article 227-25 du code pénal. On sait que cette atteinte suppose un contact physique (Ch. criminelle de la Cour de cassation du 7 sept. 2016) mais pour autant, cette infraction ne bénéficie pas d'une définition propre. L'atteinte sexuelle trouve un écho dans l'article 222-23 du code pénal : elle est une composante de l'agression sexuelle qui est définie comme "toute atteinte sexuelle commise avec violence contrainte, menace ou surprise". La contrainte peut être physique ou morale. Cette précision est importante pour prendre en considération les situations où la victime se sent contrainte de le faire, notamment dans des situations d'emprise de l'auteur sur sa victime.

B) Une attention maintenue à l'égard des violences sexuelles sans atteinte à l'intégrité physique

Si les infractions pénales créées qui prennent en considération les violences sexuelles affectant l'intégrité physique du corps de la victime ont leur importance, il n'en demeure pas moins que des violences sexuelles

sans contact physique peuvent avoir un retentissement important sur une personne. Le viol, l'agression sexuelle, l'atteinte sexuelle vont impacter le corps de la victime autant que son moral. L'auteur a refusé de respecter l'intégrité physique de sa victime. Mais on peut être victime de violences sexuelles sans pour autant être physiquement touché. Le code pénal possède trois infractions qui tendent à prendre en compte ce type de violences : l'exhibition sexuelle, le harcèlement sexuel et l'outrage sexiste.

L'exhibition sexuelle est prévue à l'article 222-32 du code pénal. Cela revient à imposer à autrui, dans ^{un} lieu accessible aux regards du public une vision sexuelle. La jurisprudence avait estimé que le délit d'exhibition sexuelle suppose que le corps ou la partie du corps volontairement exposé à la vue d'autrui soit ou paraissent dénudé (Ch. criminelle de la C. Cass 4 01.2006) Ce délit impliquait que l'auteur se dénude. Cela excluait donc notamment ceux qui se masturbaient sous leurs vêtements à la vue de tous. C'est notamment ce type de comportements qui a conduit le législateur à modifier l'article précité en ajoutant qu'il n'est pas nécessaire que l'auteur soit dénudé si il commet de façon explicite un acte sexuel, réel ou simulé.

Le harcèlement sexuel qui a été étendu aux propres également sexistes, est défini à l'article 222-33 du code pénal. Il a fait l'objet d'une censure sévère du conseil constitutionnel saisi par une question prioritaire de constitutionnalité le 4 mai 2012. Il était reproché à l'ancienne rédaction de ne pas être suffisamment précise et de ne pas définir suffisamment les éléments constitutifs de l'infraction. Aujourd'hui le harcèlement sexuel peut être constitué de propos mais aussi de pression pour obtenir un acte de nature sexuel. Une abondante jurisprudence est venue détaillé l'aspect répétitif du harcèlement. On peut être un harceleur même si l'on a tenu qu'un propos dès lors que cela s'inscrit dans l'action de plusieurs auteurs. Cette infraction connaît aujourd'hui une application de plus en plus importante dans le cadre de cyber-harcèlement, où le sentiment d'impunité octroyé par le pseudonymat pousse des individus à harceler sexuellement une victime par le biais des réseaux sociaux. On retrouve aussi cette infraction dans le cadre professionnel où la relation de travail peut conduire à ce genre de comportement.

On terminera avec l'infraction d'outrage sexiste créé par la loi du 3 août 2018 portée par Marlène Schiappa. Prévu à l'article 621-1 du code pénal cherchant à lutter contre le "harcèlement de rue", cette infraction relève bien des violences sexuelles puisqu'il est fait référence à tout propos ou comportement à connotation sexuelle ou sexiste. Le terme de sexiste revient de plus en plus tendant à assimiler les violences sexuelles au sexe comme au genre.

Concours : Complémentaire

Epreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Les nombreux apports effectués par le législateur ces dernières années concernant les articles qualifiant et réprimant les violences sexuelles tendent à aggraver les peines encourues et donc à prendre plus en compte les victimes au sein du droit pénal français.

II. Une plus grande prise en considération des victimes de violences sexuelles

Le législateur cherche à ce que la parole des victimes de violences sexuelles soit davantage prise en compte au sein de notre arsenal législatif. À cette fin, il tend à prendre en compte la situation particulière de certaines victimes (A) et affiche une volonté de permettre la poursuite de faits anciens (B).

A) La vulnérabilité de la victime de violences sexuelles.

Les mineurs sont considérés dans le droit pénal comme des victimes particulières. Leur particularité tient à leur vulnérabilité liée à leur âge mais aussi à leur situation de dépendance à l'égard parfois de l'auteur des violences sexuelles. Ce ne sont pas les seules victimes vulnérables reconnues par le droit français. Certaines personnes majeures peuvent être vulnérables notamment celles sous mesure de protection.

Toutefois une attention particulière est portée aux victimes mineures de violences sexuelles. Il ressort ainsi de tous les articles du code traitant des infractions sexuelles que la mineurité de la victime est toujours une circonstance aggravante. La peine encourue sera majorée en cas de victime mineure. Plus encore, le code distingue le mineur de 15 ans du mineur de moins de 18 ans.

L'article 222-22-1 du code pénal relatif à la contrainte pose un principe : un mineur de 15 ans est nécessairement vulnérable et n'a pas le discernement nécessaire pour les actes sexuelles. Cet

l'article veut faire cesser l'argument de l'auteur de telles violences consistant à dire que l'enfant était d'accord. Le code dispose désormais de ce qu'un mineur de 15 ans ne peut consentir. Par ailleurs l'écart d'âge peut suffire à justifier une contrainte dès lors qu'il est suffisant. Toutefois une clause de "Roméo et Juliette" a poussé le législateur à préciser que cet écart devait être d'au moins 5 ans (art. 222-23-1 du code pénal).

Le législateur cherche à protéger les mineurs des violences sexuelles en aggravant toutes les peines encourues d'autant plus si le mineur est âgé de moins de 15 ans. Les articles relatifs à la corruption de mineur prévoient également cette aggravation. Tout comme on tente de protéger les mineurs des risques liés aux réseaux sociaux et à Internet en créant des délits spécifiques notamment la diffusion d'image à connotation sexuelle extorquée à des mineurs. L'inceste a aussi été étendu aux grands-oncles et grandes-tantes.

Même si le code pénal prévoit la compétence du juge français pour un crime sexuel commis à l'étranger, dans le but de lutter contre le tourisme sexuel, on se retrouve aujourd'hui face à un nouveau phénomène : des personnes qui paient pour assister à des viols, notamment d'enfants, commis à l'étranger. Cela démontre autant les limites du droit pénal actuel que de l'imagination sans limite des auteurs de violences sexuelles.

B) Règles de prescription assouplies et criminalisation des violences sexuelles

La prescription de l'action publique à l'égard du viol était initialement de 20 ans. Par la loi du 3 août 2018, la durée a été portée à 30 ans. En cas de viol sur un mineur, il faut rappeler que le point de départ de la prescription est la majorité de la victime. Ce qui veut dire que techniquement le viol peut être poursuivi jusqu'aux 48 ans de la victime.

Cependant, la loi du 21 avril 2011 est venue modifier le calcul de cette prescription pour les mineurs en introduisant à l'alinéa 3 de l'article 7 du code de procédure pénale une disposition permettant une prescription "glissante". Ainsi si l'auteur d'un viol sur A, commet, dans le délai de prescription, une autre infraction sexuelle sur B, alors la prescription à l'égard de A se terminera à la prescription de l'infraction contre B. Si on comprend la volonté du législateur de permettre à des victimes d'un auteur en série de pouvoir voir les violences subies poursuivies, cela pose la question d'une imprescriptibilité des infractions sexuelles, concept qui n'est appliqué aujourd'hui qu'aux crimes contre l'humanité et également la question de la preuve

de la commission de l'infraction après tant d'années.

Il était également reproché à l'institution judiciaire de confectionner des faits criminels, avec l'accord de la victime afin de lui garantir un procès dans un délai raisonnable devant le tribunal correctionnel, les cours d'assises étant engorgées. Cette tendance qui s'explique par des raisons humaines n'en demeurent pas moins inacceptable pour les victimes et paradoxale au vu de ce que nous venons d'exposer. L'expérimentation de cours criminelles départementales, aujourd'hui généralisée depuis le 1^{er} janvier 2023, a permis de juger devant des juridictions criminelles et non correctionnelles des auteurs de violences sexuelles. Le rapport d'octobre 2022 concernant l'expérimentation a montré qu'environ 70% des dossiers jugés devant ces cours relevaient d'infractions sexuelles. Si on peut rester critique face à l'instauration de ces nouvelles juridictions, on peut tout de même souligner le fait que les victimes peuvent à nouveau voir leur agresseur devant une juridiction criminelle. de violences sexuelles criminelles

N°

.../...